

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ultimatum-de-Francfort-a-la-Grece>

# L'ultimatum de Francfort à la Grèce

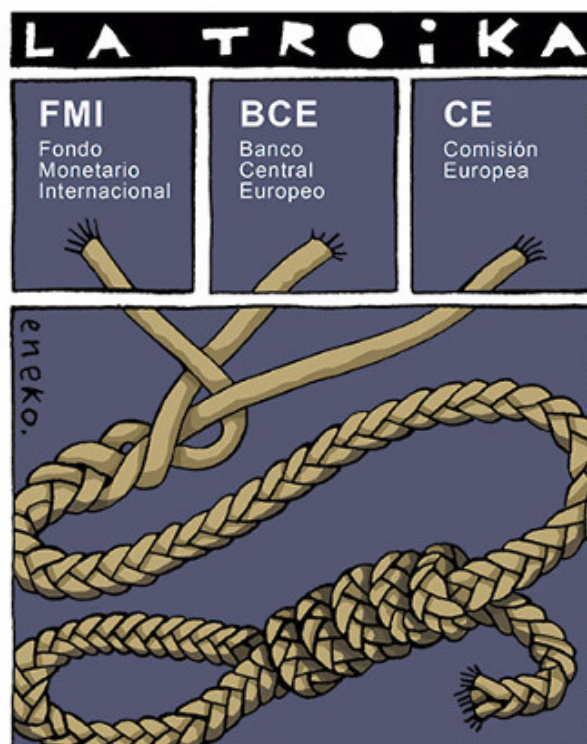
- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : jeudi 5 février 2015

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---



La Banque Centrale Européenne (BCE) vient de choisir son camp, et c'est - qui s'en étonnera - celui de l'Allemagne. Par la mesure qu'elle vient de prendre contre la Grèce, elle envoie un signal très clair au nouveau gouvernement : restez dans le cadre du plan d'aide décidé par la « Troïka ». Mais, elle vient de déclencher un processus qui peut aboutir à l'inverse de ce qu'elle recherche. Loin de faire céder le gouvernement grec, cette mesure pourrait le forcer à prendre des mesures radicales qui, à terme, provoqueraient une rupture définitive entre la Grèce et ses créanciers et conduiraient ce pays à sortir de l'Euro. Telle est la logique du jeu de « poulette » (chicken) que l'on a décrit dans la note précédente [\[1\]](#).

### Les mesures de la BCE

La BCE a donc décidé le mercredi 4 février au soir de suspendre l'exception qu'elle consentait à la Grèce, le fait d'accepter temporairement les obligations d'État grecques en collatéral pour des prêts des banques grecques. Les raisons de cette exception étaient l'adhésion de la Grèce au plan d'aide élaboré par la Troïka, et dont les conséquences ont été si désastreuses, que ce soit pour les Grecs ou pour les finances de l'État. En soi, cette mesure n'est nullement décisive. Mais, il y a peu de doutes qu'elle provoque dans les jours qui viennent à Athènes une panique bancaire, ce que les économistes appellent un « bank run ». Les banques grecques auront désespérément besoin de liquidités. Elles pourront en demander à la BCE dans le cadre d'un programme d'aide urgent à la liquidité bancaire nommé « ELA » [*Emergency Liquidity Assistance*]. Mais ce programme est soumis aux règles de la Troïka et il n'a été renouvelé que jusqu'au 28 février.

Concrètement, cela équivaut à mettre un pistolet sur la tempe d'un gouvernement nouvellement élu pour exiger de lui qu'il renonce à des mesures approuvées par son électorat. On appréciera le sens aigu de la démocratie des dirigeants de la BCE et plus généralement des autorités européennes.

### Les possibles réactions du gouvernement grec

Face à ce qu'il faut bien appeler un *ultimatum*, le gouvernement grec peut se décider à capituler. Ce faisant, il se saborderait politiquement. Un sondage réalisé dimanche dernier montre que 70% des Grecs, soit en réalité bien plus

que ceux qui ont voté SYRIZA le 25 janvier, soutiennent le gouvernement et le pensent capable de mener une véritable politique de survie pour le pays.

Le gouvernement grec peut donc mettre en place des contre-mesures. Certaines sont techniques (fermeture momentanée des banques, limites aux retraits des particuliers). Mais d'autres sont plus politiques. En réalité, quand la BCE dit prêter aux banques grecques, cela veut dire qu'elle autorise la Banque Centrale de Grèce à le faire. L'organisation de la BCE n'a pas supprimé les différentes Banques Centrales des pays membres de la zone Euro. Elle les a mises en réseau et sous l'autorité de la BCE, opérant depuis Francfort. Le gouvernement grec peut donc décider de réquisitionner la Banque Centrale pour la contraindre de continuer à alimenter en liquidités (en Euro) les banques grecques. Mais, ce faisant, il viole les traités constituant l'Union Économique et Monétaire, c'est à dire la zone Euro. Il pourrait donc le faire constatant la menace que fait peser la BCE sur la Grèce, et prenant à témoin la population de ce fait inouï d'une instance technique s'immisçant dans les choix politiques d'un peuple souverain.

### Les conséquences

Une telle décision serait bien entendu lourde de conséquences. Ce serait au tour de la BCE d'être le dos au mur. Si elle acceptait la mesure de réquisition, elle reconnaîtrait son impuissance et donnerait des idées d'indépendance aux autres pays. Ceci dans un cadre où elle a déjà pris acte de la fragmentation croissante de la zone Euro, comme en témoignait les mesures annoncées par Mario Draghi le 22 janvier, et que l'on a un peu hâtivement assimilées à un « *quantitative easing* ».

En fait, la pression allemande, directe et indirecte (par le biais de pays alliés à l'Allemagne comme la Finlande et l'Autriche) est aujourd'hui telle sur la BCE que l'on voit mal cette dernière accepter un possible fait accompli venant d'Athènes. Il faut le répéter, ce qui est en cause c'est la politique d'austérité de Mme Merkel et surtout son imposition à l'ensemble de l'Europe, condition nécessaire à ce que ne se mette pas en place une logique d'Union de Transfert au détriment de l'Allemagne. Cette dernière ne peut céder, ou alors elle verra sa crédibilité disparaître instantanément.

En cas de réquisition de la Banque Centrale de Grèce, réquisition qui pourrait alors survenir le 28 février ou le 1er mars, la Banque Centrale Européenne pourrait décider de ne plus accepter en circulation les euros « grecs ». Une telle mesure a déjà été temporairement appliquée à Chypre. Cela revient à expulser, ou à menacer de le faire, un pays de la zone Euro.

### Une sortie de l'Euro ?

En réalité, la Grèce est aujourd'hui dans une meilleure situation qu'elle ne l'était en 2010 pour envisager une sortie de l'Euro. A cette époque, le budget était gravement déséquilibré. Aujourd'hui, le budget est équilibré au niveau du solde primaire, ce qui revient à dire que si la Grèce n'avait aucune dette (et donc pas d'intérêts à rembourser) elle n'aurait nul besoin d'emprunter à nouveau, et bénéficierait même d'un excédent. La balance commerciale, elle, est légèrement déficitaire. Mais, compte tenu des élasticités-prix qui peuvent être calculées, si la Grèce dévaluait de 30% à 35%, elle accroîtrait ses exportations de manière significative et serait en excédent. Signalons d'ailleurs qu'une dévaluation de la monnaie grecque accroîtrait les ressources fiscales en monnaie locale, provenant des armateurs car ces derniers opèrent en dollars. Quant aux investissements directs dans ce pays, on imagine sans peine qu'avec un budget à l'équilibre, un solde commercial positif et un avantage compétitif très sérieux sur ses concurrents, ils ne tarderaient pas à affluer. Bien entendu, la Grèce ferait défaut sur sa dette dans le cas d'une sortie de l'Euro. Mais, n'ayant plus à emprunter, elle ne risque rien à se couper de ses créanciers. Au-contraire, ce sont ces derniers qui viendront à résipiscence, comme le montre l'histoire des nombreux pays qui sont passés par un défaut sur la dette.

Une dévaluation de 30% à 35% redonnerait à l'économie non seulement sa compétitivité mais elle permettrait au gouvernement d'avoir des marges de manoeuvres dans le domaine social, en même temps qu'il en aurait par le défaut de fait sur la dette.

La Grèce doit donc regarder résolument la possibilité de sortir de la zone Euro. Si une telle solution devait s'imposer, ce n'est pas elle, mais la Zone Euro elle-même, qui en subirait les conséquences. Elle doit dire aux autorités de la BCE et de l'Union Européenne que, s'il le faut, elle n'hésitera pas devant une telle solution.

### De quoi s'agit-il ?

Il convient de ne pas se laisser abuser par la technicité, réelle ou imaginaire, des différentes mesures et contre-mesures qui ont été ou qui pourront être prises. Fondamentalement, la mesure prise par la BCE pose le problème de la souveraineté populaire dans un pays membre de la Zone Euro, c'est-à-dire le problème de la démocratie.

Nous sommes aujourd'hui confrontés au conflit inexpiable entre la légitimité technocratique et la légitimité démocratique.

En cela, l'issue pour la Grèce nous concerne tous.

### Voulons nous vivre libre ou acceptons-nous le joug ?

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, 5 février 2015

---

[1] Sapir J., « [Grèce, un jeu complexe](#) », note publiée sur RussEurope, le 3 février 2015.